

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Lille, le 12 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Novial

BP 39
59159 NOYELLES SUR ESCAUT

Références : 2022-V1-452

Code AIOT : 0007001075

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement Novial implanté rue de Cambrai BP 39 59159 NOYELLES SUR ESCAUT. L'inspection a été annoncée le 16/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la précédente inspection du 10/12/2020, il a été constaté des non-conformités.

La société NOVIAL a donc été mise en demeure par arrêté préfectoral du 16/11/2021 de se mettre en conformité.

Par arrêté préfectoral du 16/08/2017, la société NOVIAL a également été mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.4.11.2 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2009. Cet arrêté est toujours en vigueur.

La présente inspection a pour objet de recoler les dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure susvisés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Novial
- rue de Cambrai BP 39 59159 NOYELLES SUR ESCAUT
- Code AIOT : 0007001075
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société NOVIAL est autorisée par arrêté préfectoral du 13/11/2009 à exploiter sur le territoire de la commune de Noyelles-sur-Escaut un stockage de céréales et une unité de fabrication d'aliments pour le bétail. Le site était exploité auparavant par la Société Française de Nutrition Animale (SFNA).

Le site est actuellement autorisé à exploiter les installations classées soumises à autorisation suivantes :

- Rubrique n° 2160.a « Silos de stockage de céréales » (activité à reclasser sous les rubriques 2160.1 et 2160.2) ;
- Rubrique n° 3642.2 « Traitement et transformation de matières premières végétales en vue de la fabrication d'aliments pour animaux », comprenant dorénavant les activités jusqu'alors classées sous la rubrique n° 2260.1 « Installation de broyage, concassage, criblage... des substances végétales et produits organiques naturels ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolements des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 16/08/2017 et 16/11/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Isolement des réseaux	AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 2	/	Consignation	/
3	Mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures	AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 3	/	Consignation	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consommation eau de forage	AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1	Mise en demeure	Sans objet
4	Découplage	AP de Mise en Demeure du 16/08/2017, article 1	Mise en demeure	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection de l'environnement a relevé :

- 2 non-conformités à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/11/2021 faisant l'objet d'une proposition de consignation de somme dont le montant est susceptible de correspondre aux travaux de mise en conformité ;
- 2 observations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation eau de forage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société NOVIAL exploitant une installation de fabrication d'aliments pour bétail et de stockage de céréales sise Rue de Cambrai sur la commune de Noyelles-sur-Escout, désignée l'exploitant, est mise en demeure de respecter au 31 décembre 2021 les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009 en s'assurant du respect de la limite de consommation de son site en eau de forage, fixée à 7200 m ³ par an. Pour justifier du respect de cette disposition, l'exploitant transmet pour le 15 janvier 2022, le relevé de sa consommation en eau de forage sur le site de Noyelles-sur-Escout pour l'année 2021.
Constats : Par courrier du 27/01/2022, l'exploitant précise avoir consommé 4924 m ³ d'eau en provenance du forage en 2021. Le registre de suivi des consommations d'eau du site est présenté en séance et a été transmis par courriel du 05/07/2022. Des relevés hebdomadaires sont réalisés. La consommation d'eau est calculée à partir de 3 compteurs (compteurs eau de ville n°1 et 2 et compteur eau de forage). Selon le registre, la consommation d'eau de forage en 2021 est de 4924 m ³ . Ce qui est cohérent avec la valeur déclarée ci-dessus. Les consommations à juin 2022 sont : - eau de forage = 2743 m ³ ; - eau de ville = 1539 + 240 = 1779 m ³ . Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 16/11/2021 sont respectées. L'exploitant précise qu'une augmentation de la consommation en eau de forage par rapport au dossier de demande d'autorisation initial est prévisible suite au rapatriement d'une partie de la production du site d'Albert, conduisant à une augmentation de la production de 150 000 tonnes en 2009 à 180 000 tonnes en 2020 et à 190 000 tonnes prévisionnelles. Cette explication ne peut cependant justifier l'augmentation de la consommation en eau de forage puisque l'arrêté préfectoral du 13/11/2009 fixant cette limite repose sur une capacité de production affichée à 250 000 tonnes de produits finis par an. Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que le dossier de porter à connaissance correspondant, portant en partie sur la mise en place d'une nouvelle ligne d'ensachage, a été remis. Toutefois, ce dernier ne sollicite et ne justifie aucune augmentation des valeurs limites de consommations d'eau. Observation n°1 : Tout comme le précise le précédent rapport de l'inspection du 10/12/2020, il est rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient le cas échéant de solliciter une augmentation des valeurs limites de consommation d'eau par le dépôt d'un dossier de porter à connaissance qui doit apporter tous les éléments d'appréciation nécessaires à son instruction, en particulier la justification de l'augmentation sollicitée et l'impact de celle-ci sur le milieu. Toutefois, les valeurs limites de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009 continuent de s'appliquer jusqu'à leur éventuelle modification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Isolement des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions des articles 4.2.4.2 et 7.7.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009 dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en fournissant l'évaluation menée pour déterminer les dispositions techniques à mettre en place de manière à permettre l'isolement des réseaux notamment « eaux pluviales » par rapport à l'extérieur, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ; • en fournissant le bon de commande correspondant aux systèmes d'isolement des réseaux retenus pour répondre aux dispositions des articles 4.2.4.2 et 7.7.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ; • en fournissant les justificatifs de réalisation des travaux de mise en place des systèmes d'isolement sur les réseaux, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. <p>Constats : Par courrier du 07/04/2021, l'exploitant précise qu'il a engagé une étude sur les différentes possibilités de collecte des eaux de ruissellement, avec traitement par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet et mise en place d'un système de vannes d'obturation en cas d'incendie.</p> <p>Par courrier du 27/01/2022, l'exploitant précise que le site est composé de 2 points bas où il peut envisager d'installer une vanne de barrage pour isoler les réseaux d'assainissement. Bien que le délai de 2 mois relatif à la fourniture d'un bon de commande soit dépassé à la date du courrier, il n'est pas fait mention de difficulté prévisible relative à la mise en conformité des installations.</p> <p>En séance, il est constaté les faits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux de mise en conformité ne sont ni entamés, ni réalisés ; - les dispositions techniques à mettre en place de manière à permettre l'isolement des réseaux notamment « eaux pluviales » par rapport à l'extérieur sont à l'état de projet; - un plan du réseau de collecte des eaux pluviales est présenté. Ce plan indique la mise en place d'un réseau de collecte au sud-ouest du site comprenant 2 points de rejets au milieu. Il est prévu d'installer sur chacun de ses points un séparateur d'hydrocarbures. En amont de chaque séparateur d'hydrocarbures, une vanne d'obturation est prévue permettant d'isoler les réseaux par rapport à l'extérieur et d'orienter les effluents dans un bassin de confinement de 900 m³. - deux devis pour la réalisation des travaux regroupant la mise en conformité des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/11/2021. Ces devis correspondent à un précédent scénario de mise en conformité puisqu'il y est fait mention de 2 bassins de rétention de 240 m³ chacun. <ul style="list-style-type: none"> -devis 1 : société Provalibat d'un montant total de 296 001,6 € TTC; -devis 2 : société Perenn'Ouvrages d'un montant total de 273 433,2 € TTC - aucun bon de commande n'est présenté. <p>Non conformité 1 : Le bon de commande correspondant aux systèmes d'isolement des réseaux retenus pour répondre aux dispositions des articles 4.2.4.2 et 7.7.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009, n'a pas été fourni dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les justificatifs de réalisation des travaux de mise en place des systèmes d'isolement sur les réseaux n'ont pas été fournis dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté</p>

préfectoral de mise en demeure.
A ces titres, les dispositions des articles 4.2.4.2 et 7.7.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009 ne sont pas respectées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : /

N° 3 : Mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, séparateur hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009 dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en fournissant la description des réseaux visés par l'obligation de mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ; • en fournissant le bon de commande correspondant aux travaux d'installation de séparateur(s) d'hydrocarbures pour répondre aux dispositions de l'article 4.3.5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ; • en fournissant les justificatifs de réalisation des travaux d'installations d'un séparateur d'hydrocarbures sur les réseaux le nécessitant, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 07/04/2021, l'exploitant précise qu'il a engagé une étude sur les différentes possibilités de collecte des eaux de ruissellement, avec traitement par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet et mise en place d'un système de vannes d'obturation en cas d'incendie.</p> <p>Par courrier du 27/01/2022, l'exploitant précise que les eaux pluviales sont issues de l'aire de dépotage de gasoil et des aires de stationnement et voies bitumées. Avant rejet des eaux pluviales il prévoit d'installer un dispositif de séparateur d'hydrocarbures. Bien que le délai de 2 mois relatif à la fourniture d'un bon de commande soit dépassé à la date du courrier, il n'est pas fait mention de difficulté prévisible relative à la mise en conformité des installations.</p> <p>En séance, il est constaté les faits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux de mise en conformité ne sont ni entamés, ni réalisés ; - Un plan du réseau de collecte des eaux pluviales est présenté. Ce plan indique la mise en place d'un réseau de collecte au sud-ouest du site comprenant 2 points de rejets au milieu. Il est prévu d'installer en amont de chacun de ses points un séparateur d'hydrocarbures. - deux devis pour la réalisation des travaux regroupant la mise en conformité des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/11/2021. <ul style="list-style-type: none"> -devis 1 : société Provalibat d'un montant total de 296 001,6 € TTC; -devis 2 : société Perenn'Ouvrages d'un montant total de 273 433,2 € TTC - aucun bon de commande n'est présenté.

<p>Non conformité 2 :</p> <p>Le bon de commande correspondant aux travaux d'installation de séparateur(s) d'hydrocarbures pour répondre aux dispositions de l'article 4.3.5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009, n'a pas été fourni dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p> <p>Les justificatifs de réalisation des travaux de mise en place des travaux d'installations d'un séparateur d'hydrocarbures sur les réseaux le nécessitant n'ont pas été fournis dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p> <p>A ces titres, les dispositions de l'article 4.3.5.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009 ne sont pas respectées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : /

N° 4 : Découplage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/08/2017, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Découplage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SAS NOVIAL, dont le siège social est situé 22 boulevard Michel Strogoff - 80440 BOVES, exploitant une installation de fabrication d'aliments pour le bétail sise Rue de Cambrai - 59159 NOYELLES SUR ESCAUT est mise en demeure de respecter, dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.4.11.2. « Découplage », de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009 en transmettant les justificatifs de conformité de la résistance à la suppression de la paroi de découplage séparant les combles des cellules béton du reste de l'unité de production.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/08/2017, l'exploitant transmettait par courrier du 29/11/2017 une mise à jour de son étude de dangers pour justifier notamment que la paroi en place entre les combles des cellules béton et les installations de production présentait les caractéristiques suffisantes pour répondre aux besoins de découplage exigés par l'article 8.4.11.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2009.</p> <p>L'examen de l'étude de dangers a fait l'objet d'une demande de compléments transmise à l'exploitant le 23/03/2021.</p> <p>Par courrier du 06/09/2021, l'exploitant a transmis des éléments de réponses et une version actualisée de son étude de dangers intégrant également la modification de la ligne d'ensachage. L'exploitant y réitère la demande de modification de l'article 8.4.11.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/11/2009 et l'abrogation de l'arrêté de mise en demeure du 16/08/2017.</p> <p>Les éléments transmis nécessitent un examen approfondi de l'inspection de l'environnement. Ceux-ci sont en cours d'instruction. Dans cette attente, aucune suite administrative n'est proposée.</p> <p>La modification de la ligne d'ensachage est intégrée à l'actualisation de l'étude de dangers. A ce titre, seuls les dangers induits par cette modification sont étudiés mais pas les impacts sur les diverses composantes de l'environnement.</p>
<p>Observation n°2 : Au titre de l'article R.581-46 du code de l'environnement, il appartient à l'exploitant de compléter son porter à connaissance de la modification de la ligne ensachage en transmettant au préfet tous les éléments d'appréciation concernant l'évolution des impacts</p>

engendrés par cette modification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet